

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INTERXION MRS3

129 boulevard Malesherbes
75017 Paris

Références : D-2025-0225
Code AIOT : 0006413566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement INTERXION MRS3 implanté Bâtiment MRS3 - Zone portuaire, Porte 4 - 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre d'une action régionale portant sur la perte d'utilité électrique des installations classées soumises à Autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERXION MRS3
- Bâtiment MRS3 - Zone portuaire, Porte 4 - 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006413566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société américaine DIGITAL REALTY (Interxion) exploite en France des centres de données à Marseille dont le MRS3.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ayant conscience que la survenue d'une panne électrique pourrait avoir des impacts multiples sur son site (en termes d'exploitation, de sécurité des personnes, d'environnement,...), DIGITAL REALTY a mis en place des équipements de secours afin d'assurer l'approvisionnement en électricité.

Ces équipements (groupes électrogènes et onduleurs associés à des batteries) ont été dimensionnés afin de pallier à une coupure pouvant être supérieure à 48h et font l'objet d'une maintenance respectivement trimestrielle et mensuelle.

En termes de sécurité des installations, le principal risque associé à la coupure d'électricité est lié au risque incendie par l'arrêt de la production de froid (notamment pour les serveurs). Les moyens de détection, alerte et protection incendie sont secourus en cas de panne électrique avec une redondance des systèmes de surveillance et d'alerte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 56

Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Constats :

L'électricité du site est fournie par ENEDIS en 1 point de livraison. La puissance électrique est adaptée aux besoins de l'exploitant via 3 postes Hautes Tensions (HT). Un plan de localisation nous a été présenté.

L'exploitant dispose des coordonnées de l'interlocuteur du fournisseur d'électricité afin d'obtenir des informations relatives à l'éventuelle coupure en cours (zone géographique concernée, durée d'indisponibilité..).

En cas de coupure d'électricité, la perte d'utilité pouvant présenter des risques accidentels par effet de cascade serait l'arrêt de la production de froid nécessaire notamment au refroidissement des serveurs. L'absence de refroidissement pourrait conduire à un emballement thermique et éventuellement conduire à des défaillances voire un incendie. Le gestionnaire d'exploitation a précisé qu'en cas de coupure, la pompe permettant la circulation d'eau glacée était secourue (via les onduleurs). Puis les groupes froids sont secourus après le démarrage des groupes électrogènes. Il est à noter que l'échangeur est refroidi par le système River Cooling (boucle d'eau relié à la « Galerie à la mer »).

Toutes les informations des détecteurs et des capteurs (niveau carburant, puissance électrique, froid, ventilation...) sont centralisées localement au sein d'une centrale « BMS » (Building Monitoring Système) et les alertes transmises à un superviseur basé à Londres. Il y a redondance des systèmes.

En cas de défaillance, la procédure de mise en sécurité et d'alerte sont déclenchées immédiatement pour joindre les responsables d'astreinte avec comme moyen de communication privilégié les réseaux téléphonique et informatique ainsi que de talkie-walkie pour le poste de garde.

Le site est surveillé 24h/24h et 7j/7 par 2 agents de sécurité en permanence.
La centrale incendie se situe dans le PC sécurité, avec report sur BMS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. [...] -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...]
Constats : Le data center dispose de 13 Groupes Électrogènes (GE) de secours situés à l'abri sur le toit et 12 onduleurs branchés en parallèles à l'intérieur du bâtiment, chacun associé à un local de 320 batteries 12V. En courant secouru, les besoins électriques des moyens de protection et de détection incendie sont assurés par les onduleurs (fonctionnant sur batterie) puis par le premier GE qui se déclenche automatiquement et met en route les autres. Sur ce circuit secouru, sont connectés tous les équipements de sécurité et de surveillance, les BMS et Poste de garde ainsi que les pompes nécessaires à la boucle de refroidissement, les systèmes de traitement de l'air, de ventilation, 30 % de l'éclairage et toutes les données clients. L'exploitant a mis en place des procédures permettant de garantir la sécurité du site dont celle d'urgence opérationnelle (EOP) ? dont la version du 17/03/23 nous a été présentée en anglais. Sont concernés par cette procédure les équipes sur site, le PC sécurité et l'astreinte « manager ». Ces procédures sont retranscrites et mises en œuvre par la société en charge du gardiennage et de la sécurité/sûreté. Celles-ci sont consignées également au sein d'un registre papier. L'inspection a pu vérifier la connaissance des procédures par le personnel situé dans le PC sécurité en cas de perte d'électricité sur le site.

Des exercices simulant une coupure électrique sont effectués annuellement. Une simulation est prévue le 28/03/25 pour vérifier le démarrage des GE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Article 64

Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...).

Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

L'exploitant s'engage vis-à-vis de ses clients à une autonomie des moyens de secours électriques de 72h avec ses 13 GE et 4 cuves de fioul HNO pleines, mais indique pouvoir maintenir le fonctionnement des installations sur une durée plus longue. Des capteurs vérifient le niveau de

carburant et des détecteurs de fuites sont présents avec un report d'alerte sur le BMS.

Afin de maintenir les conditions et modalités en sécurité, il est à noter que :

- ces groupes sont en « veille » (préchauffage) afin de démarrer en 30 secondes et permettre une production électrique sans interruption pour le courant secouru.
- les batteries ont une autonomie de 5 minutes (suffisant pour compenser l'alimentation électrique par les GE) avec le niveau de charge visible sur les capteurs. La puissance et l'autonomie des onduleurs sont affichées sur l'écran du coffret de protection. L'ensemble de ces informations est reporté sur la BMS. Un contrôle des matériels est effectué mensuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Les principaux risques identifiés suite à une perte d'électricité sont liés à l'arrêt de la production de froid (matériels informatiques et électriques pouvant prendre feu) et à l'absence de continuité des moyens de prévention et de détection incendie.

Ces équipements sont secourus par les onduleurs dans un premier temps jusqu'au démarrage des groupes électrogènes du site.

Un logiciel de maintenance centralise le suivi de toutes les interventions d'entretien des matériels.

L'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports :

- de visite d'entretien des groupes électrogènes (daté du 10/02/25). La maintenance est effectuée 4 fois par an (comprenant des tests électriques et mécaniques, et des essais de démarrage),,
- de maintenance préventive des onduleurs et batteries associées (daté du 26/02/2025). Une maintenance annuelle est réalisée. Les batteries sont remplacées tous les 5 ans, elles sont situées dans une salle climatisée et ventilées avec des détecteurs d'incendie et de puissance de charge.

Les groupes électrogènes font l'objet de tests, la dernière simulation de panne électrique a été réalisée le 5/03/25.

L'inspection a procédé à la visite d'un local avec 2 onduleurs et ses batteries associées ainsi que d'un groupe électrogène avec sa cuve.

Les capteurs de ces équipements indiquaient respectivement une charge maximale et un niveau de carburant satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Information confidentielle : <i>Les GE peuvent produire du courant secouru pendant plusieurs semaines car l'exploitant a un approvisionnement en carburant prioritaire.</i>